

**Vie syndicale. L'Unsa juge les projets du gouvernement.**

## **"Des mesures inacceptables"**

*« Réformer les 35 heures semble un nouveau combat idéologique du gouvernement, alors qu'il me semblait que le Président Chirac y avait renoncé. Mais le projet des ultra-libéraux est absurde, inefficace d'un point de vue économique, délétère d'un point de vue social. »* C'est en ces termes qu'Alain Olive, secrétaire général de l'Unsa, venu en Bigorre jeudi à l'occasion du mariage d'un syndicat de pétroliers avec l'Unsa, juge le projet du gouvernement.

Il ajoute :

*« Beaucoup de patrons n'ont pas envie de rediscuter, compte tenu des difficultés que cela va générer alors que la compétitivité*

*des entreprises a souvent gagné à ce passage aux 35 heures. Certes, le Medef est demandeur, mais le gouvernement doit se méfier : s'il y a un nouveau débat à la rentrée, il y aura aussi une levée de boucliers générale. »*

Quant à la réforme de l'assurance maladie, Alain Olive fait une analyse plus nuancée :

*« Il y a des choses qui peuvent nous convenir comme la mise en place d'une haute autorité de la santé ou la gouvernance tripartite entre l'Etat, les partenaires sociaux habituels et la mutualité. En revanche, nous refusons un financement trop assis sur les usagers alors que les entreprises devraient davantage*

*participer ; nous refusons l'euro par acte et l'augmentation du forfait hospitalier ; nous dénonçons le manque d'ambition sur la politique préventive ; nous n'apprécions pas l'obligation de passer par un médecin traitant pour aller chez un spécialiste : c'est allonger le temps pour obtenir un rendez-vous, et instituer de fait une liberté tarifaire pour les spécialistes. Enfin, nous demandons que les allègements de charges non compensés (3 milliard d'euros) soient restitués à l'assurance maladie, ainsi que les taxes perçues sur les tabacs, les alcools et les assurances ».*